

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-5416

présenté par

Mme Poueyto, M. Blanchet, Mme Lingemann, M. Lecamp, Mme Perrine Goulet, M. Geismar, M. Mattei, Mme Ferrari, M. Laqhila, Mme Babault, M. Balanant, Mme Bannier, Mme Bergantz, M. Berta, M. Bolo, M. Bourlanges, Mme Brocard, M. Bru, M. Cosson, M. Croizier, M. Cubertafon, Mme Darrieussecq, M. Daubié, Mme Desjonquères, M. Esquenet-Goxes, M. Falorni, Mme Folest, M. Fuchs, Mme Gatel, M. Gumbs, M. Isaac-Sibille, Mme Jacquier-Laforge, Mme Josso, Mme Lasserre, M. Latombe, M. Leclercq, Mme Luquet, M. Mandon, M. Martineau, Mme Mette, M. Millienne, Mme Morel, M. Ott, M. Pahun, M. Frédéric Petit, Mme Maud Petit, M. Ramos, Mme Thillaye, M. Turquois, Mme Vichnievsky et M. Zgainski

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 23, insérer l'article suivant:**

Le code général de la propriété des personnes publiques est ainsi modifié :

1° L'article L. 2222-8 est ainsi rédigé :

« Art. L. 2222-8. – Par dérogation aux dispositions de l'article L. 2222-7, peuvent être réalisés gratuitement la mise à disposition, la location ou le prêt à usage de :

« 1° Biens meubles dont le ministère de la défense n'a plus l'emploi, à des associations ou organismes agissant pour la préservation ou la mise en valeur du patrimoine militaire ou contribuant au renforcement du lien entre la Nation et son armée ;

« 2° Matériels nécessaires à la pratique du vol à voile et du parachutisme, prévus à l'article L. 6611-1 du code des transports, au profit d'associations aéronautiques agréées.

« Dans ces cas, le contrat a pour effet de transférer aux associations et organismes la responsabilité des dommages causés par les matériels mis à disposition, loués ou prêtés. » ;

2° La deuxième phrase du 6° de l'article L. 3212-2 est supprimée.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le ministère des Armées œuvre en faveur de la conservation de son patrimoine militaire terrestre, naval et aéronautique et de son accès au plus grand nombre afin de favoriser le lien entre la Nation et son armée. À ce titre, il est très souvent sollicité par des associations ou des collectivités territoriales désireuses de valoriser l'histoire et la mémoire militaire mais dotées de peu de moyens. Ces sollicitations prennent la forme de demandes de cession pour des expositions permanentes mais aussi des demandes de mise à disposition pour des expositions temporaires. Les possibilités ouvertes par le code général de la propriété des personnes publiques pour la cession ou la mise à disposition de matériels à titre gratuit répondent imparfaitement à ce type d'action. En effet, actuellement ne sont admises, à titre gratuit, que des mises à disposition concernant les matériels nécessaires à la pratique du vol à voile et du parachutisme ou concernant les biens mobiliers dont la propriété a été transférée à l'État à l'occasion d'une procédure pénale. Par ailleurs, si la législation admet le principe d'une cession à titre gratuit des biens meubles, dont le ministère des Armées n'a plus l'emploi, à des associations ou organismes agissant pour la préservation ou la mise en valeur du patrimoine militaire, ce mécanisme est limité par des plafonds prévus par décret. Or, ces plafonds paraissent inadaptés à la nature de certains biens, et en particulier, s'agissant des aéronefs de collection. Afin de renforcer les partenariats entre le ministère des Armées, les collectivités ainsi que les associations, et de rendre ces mécanismes pleinement opérants, le présent amendement :

- prévoit la possibilité de mettre à disposition, à titre gratuit, des biens meubles, dont le ministère des Armées n'a plus l'emploi, à des associations ou organismes agissant pour la préservation ou la mise en valeur du patrimoine militaire ou contribuant au renforcement du lien entre la Nation et son armée ;
- supprime le plafond limitant le mécanisme de cession à titre gratuit de ces biens dans les seuls cas où les cessions ont pour destinataires de telles associations.

L'amendement, en élargissant les possibilités offertes au ministère des Armées de céder et de mettre à disposition, louer ou prêter des biens dont il n'a plus l'usage à titre gratuit, entraînera une diminution de ressources pour l'État. Par exemple, sur le seul premier trimestre 2023, le ministère des Armées a cédé du matériel pour une valeur de 1,1 M€. L'objet de ces dispositions étant de faire désormais bénéficier de ces opérations à des associations ou collectivités à titre gratuit, elles auront une conséquence directe sur les ressources de l'État.